

# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 26 JUILLET 1980

N°80

PRIX : Antilles : 2 F  
France : 3 F

Editorial

## EN DOMINIQUE : LES ELECTIONS GENERALES LE "FREEDOM" N'EST PAS LE PARTI DES PAUVRES

Les élections générales qui ont eu lieu lundi 21 juillet en Dominique, se sont achevées sur la victoire de Freedom Party (parti libéral, conservateur) dirigé par Mme Mary Eugenia Charles. Cette victoire est indiscutable, puisque le Freedom Party emporte les 17 des 21 sièges qui composent le parlement de la Dominique.

Ces premières élections depuis l'indépendance (novembre 78) voient donc un changement total de l'équipe au pouvoir. A tel point que les deux anciens premiers ministres, Patrick John, renversé par le peuple en colère en juin 79, et Oliver Seraphin, qui assurait l'intérim, n'ont même pas été réélus dans leur circonscription.

Cette victoire du parti représentant le plus ouvertement les intérêts de la bourgeoisie n'a pu que réjouir, à la fois les autres gouvernements conservateurs de la Caraïbe (Barbade, Saint-Vincent) et les pays impérialistes tels que la France ou les Etats-Unis, rendus inquiets par la volonté d'une traction croissante des peuples de la Caraïbe de se débarrasser de leur tutelle. La victoire du Freedom Party fit dire à l'envoyé de Radio-Caraïbes que le peuple de la Dominique avait enfin montré sa maturité après l'indépendance, et que l'élection de Miss Charles et ses amis était en quelque sorte le signe de la décolonisation de la Dominique. Cela ne manque pas de saveur, lorsqu'on sait qu'avant le parti travailliste (Labour Party) de Patrick John, c'était justement le Freedom Party qui était au pouvoir, de 1956 à 1961. Ce parti s'était alors compromis en couvrant l'expropriation de petits paysans, pour permettre à quelques riches propriétaires de constituer de grands domaines. Et c'est en dénonçant cette corruption que le Labour Party avait gagné la confiance populaire et avait largement emporté les élections de 1961.

Depuis lors, les dirigeants du Labour Party, et en particulier Patrick John, ont largement montré ce qu'ils savaient faire en matière de corruption. Près de vingt ans de pouvoir ont totalement discrédité le Labour Party, et plus qu'une confiance réelle les dirigeants du Freedom Party, il faut voir dans les résultats du scrutin de lundi la volonté de mettre quelque'un d'autre, une équipe nouvelle, à la tête du pouvoir.

Ceux qui espèrent un véritable changement de politique risquent d'être rapidement déçus. En fait, rien ne sépare fondamentalement le Freedom Party du parti de P. John et de Seraphin. La seule différence, c'est que Miss Charles se déclare ouvertement anti-communiste, et prévient déjà de son intention de n'avoir guère de rapports avec Cuba. Elle se présentait, du temps où elle dirigeait l'opposition, comme la championne de la liberté d'expression ; les mois qui viennent montreront rapidement ce que valent ses déclarations et promesses.

Suite page 4

## GUYANE: A BAS LA REPRESSION! Liberté pour les militants emprisonnés !

Après les arrestations de militants indépendants guyanais, au nombre de quinze, quatre d'entre eux ont été transférés et emprisonnés à Paris et mis à la disposition du juge d'instruction de la cour de sûreté de l'Etat.

Ces militants sont accusés sans preuve de vol d'explosifs et d'attentat à la bombe contre un dépôt de carburant à Kourou en avril dernier.

Contre la répression qui s'abat sur eux ainsi

que sur le mouvement nationaliste Guyanais, la protestation la plus large doit se faire et s'organiser. Mobilisons nous pour réclamer la mise en liberté immédiate des militants Guyanais frappés par la répression. !

## JOSE PERIAN S'EST EVADE



José Périan s'est évadé de la prison de Fort-de-France. Périan a fait partie du groupe appelé le « groupe des jeunes de Schoelcher » dont les membres avaient été incarcérés entre avril et juillet 1979 pour avoir riposté aux agressions racistes dont avait été victime l'un d'entre eux de la part des militaires blancs. Cette incarcération, au cours de laquelle l'un des jeunes, Philippe Chloé, allait trouver la mort, était un vrai scandale, et un comité de soutien aux jeunes emprisonnés allait se constituer. Après une vigoureuse campagne de protestation et de dénonciation des méthodes du colonialisme, on allait remettre en liberté les emprisonnés.

Par la suite après de multiples renvois, le procès eut lieu en novembre 1979, mais le procureur de la république fit appel, ce qui renvoya la seconde édition du procès en mars 1980.

A ce moment, on apprit que le cas de Périan serait disjoint de celui des autres jeunes inculpés, car on lui reprochait des faits autrement plus graves, selon l'accusation. C'est par la suite que la population de la Martinique, effarée, allait assister au bouclage d'une commune entière — Rivière-Salée — parce qu'on y avait

suite page 4

## QUAND L'EST ET L'OUEST UTILISENT LES JEUX OLYMPIQUES POUR MIEUX TROMPER LES PEUPLES

Après bien des débats et des controverses, les jeux olympiques se sont finalement ouverts samedi 19 juillet à Moscou. Comme tous les quatre ans, les jeux font couler beaucoup d'encre. Mais à la différence des années précédentes, où l'on voulait à tout prix nous convaincre que le sport restait indépendant de la politique, et que les jeux étaient le symbole de rencontres fraternelles entre les nations, cette fois, tout le monde reconnaît que cette prétendue indépendance n'était qu'un leurre, et que la politique est, dans le sport comme ailleurs, indiscutablement présente.

L'évènement principal de ces jeux, on peut d'ores et déjà le dire, ne sera pas le nombre plus ou moins grand de médailles remportées

par tel ou tel pays, mais réside dans le boycott préconisé par les Etats-Unis, et suivi par un certain nombre de pays, parmi les plus importants sur le plan sportif, tels l'Allemagne Fédérale ou le Japon. Par ailleurs, bon nombre d'autres pays, comme les membres de la communauté économique européenne (France, Grande-Bretagne) « participeront sans participer », c'est-à-dire que leur délégation ne défilera pas avec le drapeau national mais sous la bannière olympique.

Toutes ces simagrées, qui en fait ne changent rien au fond du problème, ont pour origine la volonté de Carter, président du plus puissant état du monde, les USA, de démontrer sa « fermeté » vis-à-vis de l'URSS. Officiellement,

c'est pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, et pour dénoncer le non-respect des droits de l'homme en URSS que Carter a prêché le boycott. Une telle attitude avait l'avantage de le faire paraître « ferme » à peu de frais, en cette année d'élections présidentielles, où son image de marque est quelque peu dévaluée.

Dès lors, les chefs d'états occidentaux lui ont emboîté le pas, en toute « indépendance », et se sont soudain rendu compte qu'on ne pouvait pas faire de sport dans un pays où les droits de l'homme sont bafoués. Voilà qui serait louable,

Suite page 4

## Paul Dijoud : Le "réformateur mal aimé" ...

Dans une interview au journal le « matin », grand quotidien français, Paul Dijoud se décerne un brevet de satisfaction sur sa politique « outre mer », se présentant comme « le réformateur de l'outre-mer ». Outre-Mer, qui selon lui, ressemblerait de plus en plus à la société métropolitaine...

Outre le fait que cette affirmation de Dijoud est contredite quotidiennement par les faits et que les Antilles sont bel et bien des colonies dans lesquelles subsistent des différences et des inégalités flagrantes avec la métropole colonialiste, il faudrait ajouter que, de toutes façons, la société, « métropo-

litaine », comme dit Dijoud n'a pas grand chose d'enviable : société de classes et d'inégalités, dirigée par une oligarchie financière, impérialiste exploitant des millions de travailleurs, société pourrissante où fleurissent scandales financiers et politiques. Bref, au mieux, si Dijoud atteignait un jour son objectif de « ressemblance », somme toute fort peu grandiose, la société qu'il nous promet comme modèle n'aurait absolument rien de bien réjouissant. Les travailleurs antillais auraient bien tort de mettre leurs espoirs dans l'avènement d'une telle société.

Mais, il est pour le moins curieux que, dans le même temps où l'on n'en finit pas de « réformer » les « DOM-TOM » qui eux n'en finissent pas de ressembler à la « société métropolitaine », on n'en finisse pas de « liquider les séquelles du colonialisme... »

Pour Dijoud, une des preuves de cette « liquidation » serait la « pratique des élections libres et démocratiques... et la plus libre expression de toutes les idées ». Bien, alors nous voilà retournés brutalement en plein colonialisme.

Suite page 4

# BOLIVIE : UN COUP D'ÉTAT MILITAIRE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE.

Jeudi 17, un nouveau coup d'état militaire était organisé en Bolivie. Le général Luis Garcia Meza prenait le pouvoir à la tête d'une junte formée des chefs militaires du pays.

Le ton de cette nouvelle dictature féroce était de suite donné quand Garcia Meza déclara qu'il avait pris le pouvoir afin de « sauver le pays du communisme international et du castrisme » ou encore quand il annonça l'annulation des élections présidentielles du mois dernier « pour entamer un processus tournant le dos au communisme, au castrisme, à l'anarchisme ou les aventures électorales sont terminées ».

Pour les militaires, l'existence d'un gouvernement civil en Bolivie depuis peu de temps et les tentatives de libéralisation de démocratisation bourgeoises, pourtant bien timides, qui étaient faites dans le pays, c'en était trop et c'est cela qu'ils qualifient d'anarchie, de communisme, de castrisme.

En fait, c'est surtout contre la classe ouvrière que leurs coups sont dirigés, car profitant du climat de pseudo-libéralisation et du semblant de démocratie qui existait en Bolivie depuis plus d'un an, les travailleurs boliviens ont à plusieurs reprises entamé des luttes importantes et mis en avant leurs revendications. En prenant le pouvoir, les militaires tentent de mettre un terme aux mouvements ouvriers, de faire taire toute revendication, par la terreur et les armes.

La répression s'est abattue tout de suite sur les travailleurs, les dirigeants syndicaux et

politiques de la gauche et de l'extrême gauche bolivienne. Plusieurs milliers d'arrestations ont déjà été opérées et, comme au Chili il y a quelques années, c'est dans les casernes et les stades de La Paz et des villes de provinces que les militaires entassent les prisonniers encerclés de blindés et de militaires aux commandes de mitrailleuses. Certains responsables de la centrale ouvrière bolivienne comme Simon Reyes ou Juan Lechin ont été blessés ou assassinés par les militaires, le leader du parti socialiste Quiroga a été assassiné. D'autres dirigeants d'opposition sont entrés dans la clandestinité et appellent la population à refuser de se soumettre au gouvernement des militaires.

Mais, dès le déclenchement du putsch, une fraction des travailleurs Boliviens et de la population ont déclenché de multiples actions de protestation et d'insoumission à la junte militaire. Des manifestations de rue ont eu lieu dans certains quartiers ouvriers de La Paz, en province, dans la région minière, à l'appel d'une radio des mineurs, des milliers de travailleurs en armes ont élevé des barricades sur les routes et bloqué les camions ; le mot d'ordre de grève générale lancé par le COB (centrale ouvrière bolivienne) a été très largement suivi. Mais, actuellement ce sont les régions minières où les travailleurs sont particulièrement combattifs qui sont le plus touchées par la répression. L'armée a envahi tous les centres miniers et des combats sanglants l'opposent aux mineurs. A Asuncion, dans la

province de Potosi, les soldats ont tiré sur les mineurs qui se sont réfugiés à l'intérieur des mines. Plusieurs radios des mineurs ont été prises par les militaires, mais certaines continuent d'émettre et de lancer des appels à la résistance en demandant la solidarité des paysans et des étudiants.

Comme on le voit, les travailleurs et la population Bolivienne n'acceptent pas sans mot dire la dictature militaire, et ils ne sont pas sans ressources. Il existe un immense potentiel de combativité, d'abnégation, de courage au sein de la classe ouvrière bolivienne. Pourtant, ce ne sont pas les travailleurs qui ont l'offensive mais les militaires, ce sont ces derniers qui ont les armes donc le pouvoir. Et c'est là un camouflet cinglant à toute la politique des partis de gauche qui tous ces temps-ci contribuaient à entretenir des illusions chez les travailleurs sur la possibilité d'une démocratie parlementaire garantissant les libertés démocratiques en Bolivie, dans un pays où la seule force organisée est l'armée.

Les travailleurs ont donc intérêt à s'organiser à part en tant que force indépendante, et armée pour diriger la lutte de l'ensemble du peuple laborieux bolivien. C'est en comptant avant tout sur leurs propres forces qu'ils peuvent vaincre la dictature féroce qui vient de s'abattre sur eux.

P.J.C.

# IRAN : LE RÉGIME DE KHOMEINY PRIS DANS SES PROPRES CONTRADICTIONS.

Après la découverte de préparatifs de complots contre le régime de Khomeiny, au sein de l'armée iranienne, la machine répressive s'est remise en route.

De nombreuses arrestations de militaires ou de fonctionnaires en poste sous le régime de l'ex-shah, ont été effectuées. Ils sont jugés par les tribunaux islamiques et les sentences de dizaines de condamnés sont exécutées. Khomeiny est décidé à ne pas faire de quartier et demande la peine de mort contre tous les conjurés.

Il est certains qu'une partie de cette puissance armée iranienne formée pendant des années sur matériel américain, aux côtés des « conseillers techniques » américains qui vivaient dans le pays, se trouve actuellement en opposition avec le régime de Khomeiny et des mollahs, et aspire à le renverser. Cette fraction de l'armée rejoint forcément les aspirations d'une bonne partie de la bourgeoisie restée pro-occidentale et qui devient de plus en plus hostile au régime islamique.

Qu'une fraction de l'armée fomenté des complots contre le régime, n'a rien d'étonnant car en prenant le pouvoir en février 1979, le régime de Khomeiny, bien que bénéficiant durant de longs mois d'une formidable mobilisation populaire, n'a pas voulu s'opposer à cette armée. Au contraire, le régime a cherché par tous les moyens à se la concilier, n'éliminant que les dirigeants de l'armée trop marqués par leurs liens avec le régime de l'ex-Shah. Khomeiny a maintenu toute la structure de l'armée, ses cadres, ses prérogatives, la laissant aussi tout naturellement retrouver son rôle répressif contre les populations quand il s'est agi de mettre au pas les minorités natio-

nales du Kurdistan par exemple.

De même les rangs des classes possédantes n'ont pas été désorganisés.

Il n'est donc pas étonnant que face à la politique de Khomeiny, ce soit dans ces couches sociales (armée, bourgeoisie) que se manifestent les premières tentatives de soulèvement contre le régime islamique.

Pour l'heure, face à chaque coup dur, le régime islamique réagit en mobilisant la population. Il parvient chaque fois qu'il pourrait y avoir une menace, à regrouper autour de lui dans un réflexe d'union nationale de larges couches populaires.

Reste à voir jusqu'à quand les masses se mobiliseront spontanément. Car dans le même temps que le régime islamique se montre dur et rigoureux contre l'impérialisme US, et radical dans les mesures qu'il prend pour un retour à l'Islam total, il ne se montre pas soucieux de résoudre les problèmes des paysans, des ouvriers, des minorités nationales de l'Islam, le régime de Khomeiny a déjà réprimé ces classes sociales et leurs organisations. Les organisations de la classe ouvrière, les groupes d'extrême gauche, sont mis au pas, leurs dirigeants pourchassés et réprimés, s'ils ne se soumettent pas totalement au nouvel ordre.

Pour l'instant il est sûr que le régime continue de bénéficier d'une profonde adhésion populaire.

Il s'en sert ponctuellement, faisant descendre des centaines de milliers de personnes dans les rues puis les faisant rentrer chez eux pour la défense de l'Islam.

Mais, la méfiance et même l'hostilité que ce régime religieux a contre toutes manifestations autonomes des masses populaires,



ouvriers, minorités nationales, étudiants, la promptitude avec laquelle il fait intervenir ses mollah (prêtres musulmans) désormais en armes risque de se retourner contre lui, à la longue, car, une fraction de la population éxaspérée de servir de masse d'appoint et aussi de subir les pratiques répressives et féodales des mollahs, n'acceptera pas indéfiniment tous les sacrifices qu'on lui imposera de plus en plus au nom de l'Islam.

Marianne TIBUS

# A CONODOR : LES OCCUPANTS S'ORGANISENT POUR CULTIVER LEUR TERRE

Malgré plusieurs interventions des occupants de Conodor auprès de la municipalité de Sainte-Rose, aucune réponse ne leur a été donnée jusqu'ici. Le maire Charles Gabriel a promis depuis plus d'un mois d'intervenir au niveau de la préfecture et de la SAG pour obtenir les 12 hectares de terres. Jusqu'ici, il n'a rien fait et continue de promettre qu'il interviendra. A maintes reprises des membres du comité d'occupation sont allés lui rafraîchir la mémoire mais cela n'a rien donné de plus. Pour le faire réellement agir il faudrait que l'ensemble des occupants manifestent leur mécontentement en allant lui demander des comptes. Il est clair que Charles Gabriel laisse volontairement traîner les choses, et cela, un certain nombre d'occupants commencent à le comprendre.

Si le maire utilise une telle tactique c'est sans doute pour démoraliser les occupants afin qu'il ait lui seul le contrôle des terres de Conodor et de décider comme bon lui semble ce qui lui plaira. Il s'est déjà probablement rendu compte que cela ne marche pas. Les occupants de Conodor n'ont rien abandonné. Ils continuent de cultiver leur terrain.

Malgré les tentatives d'intimidation de la gendarmerie à l'encontre d'un conducteur de tracteur, celui-ci a continué à labourer les terres. Toutes les parcelles ont été labourées à deux reprises ce qui a permis de rendre le sol plus apte à la culture. Les occupants organisent des coups de main pour planter, ce qui permet un travail plus rentable. L'exploitation effective des terres prouve bien que les occupants de Conodor ne sont prêts à céder sous aucune pression.

## ON NOUS ECRIT

Nous avons reçu d'un groupe d'infirmiers la lettre suivante que nous publions volontiers :

Compte tenu des nombreux problèmes rencontrés par les infirmiers après l'obtention du diplôme d'état et étant souvent mis en cause par des malades et des parents visiteurs, un groupe d'infirmiers(res) tient à porter à la connaissance du public les faits suivants :

De 1978 à 1980, environ 160 infirmiers diplômés d'état se retrouvent au chômage, alors qu'au niveau des services, le manque de personnel se fait de plus en plus ressentir.

Actuellement, dans un même service où la présence de 7 infirmiers est déjà insuffisante (il en faudrait normalement 10), il arrive que l'on se retrouve en période de congé avec un personnel infirmier réduit à 5. Pourtant n'oubliez pas que 160 diplômés sont prêts à travailler !

D'autre part lorsque par hasard, après bien des supplications, il nous est proposé un « petit » remplacement, on n'oublie pas de rappeler : « tu as travaillé un mois, tu as dû te faire beaucoup d'argent. Il faudrait penser à laisser la place aux autres ». (sic...)

Cette phrase ne s'applique pourtant pas à tout le monde, car à notre connaissance beaucoup d'infirmiers sans contrat de notre promotion sont sur un même poste depuis leur réussite. Sont-ils plus qualifiés que nous ? Nous ne le pensons pas ! Ne faut-il pas penser plutôt que dans le domaine hospitalier comme partout ailleurs, le « filon » soit la clé qui donne accès à l'embauche ?

Qu'advient-il de ces 160 infirmiers qui n'ont pas leur tante surveillante, leur mère secrétaire de directeur, leur amant médecin... et qui ne possèdent comme seul bagage que le diplôme d'état ?

Non, cela a assez duré, et il nous semble tout à fait illogique de continuer cette formation qui ne fait qu'augmenter le nombre de chômeurs !

Un groupe d'infirmiers

## JOSE PERIAN S'EST EVADE

SUITE DE LA PAGE 1

aperçu José Périan ! Que reprochait donc la justice à Périan ? Des vols de voiture, ainsi que des viols (qu'il nie farouchement). En tout cas, c'est pour ce délinquant que l'on mobilise des dizaines de gardes-mobiles ainsi qu'un hélicoptère !

Devant cela, Périan, craignant pour sa vie se rend à la police. Après son incarceration il sera condamné pour l'affaire de Schoelcher à 6 mois de prison ferme.

Actuellement, après le déploiement de forces mises en œuvre lors de la traque du début

de l'année contre Périan, après la lourde insistance de France-Antilles à décrire Périan comme un dangereux bandit, il est certain que la vie du fugitif est en danger.

Alors nous pouvons dire avec certitude que quoi qu'il arrive à Périan durant sa fuite, nous tiendrons pour responsable le pouvoir colonial.

Car c'est le colonialisme qui dès le départ fabrique des délinquants en quantité, quand il refuse à la majorité de la population des conditions de vie décentes. C'est encore l'admi-

nistration, la justice coloniales dont la seule fonction est la répression qui enfoncent encore plus les jeunes dans le monde de la délinquance en leur refusant toute possibilité de s'amender mais bien au contraire en frappant sévèrement ceux qui commettent des larcins. C'est enfin les dizaines de flics et de gendarmes en tout genre qui eux arrêtent, humilient, tabassent les jeunes qu'ils ont en face d'eux.

José Périan est un produit de tout cela. Et la société coloniale qui l'accuse et le poursuit aujourd'hui est bien plus coupable que lui.

# A PROPOS DE LA BROCHURE : LES MARTINIQUAIS ENTRE L'ANGOISSE ET L'ESPOIR.

Le nationaliste martiniquais Cabort-Masson vient de publier une brochure intitulée « Les martiniquais entre l'angoisse et l'espoir » dans laquelle il expose de nouvelles conceptions quant à la nature de la lutte à mener actuellement en Martinique et avance des propositions de mettre en application dans le cadre d'une Martinique indépendante.

La brochure elle-même se présente en réalité comme une suite de trois essais aux thèmes divers mais étroitement complémentaires. Cabort-Masson se livre tout d'abord à une critique de ce qu'il appelle « les 2 idéologies pessimistes de la petite bourgeoisie », puis il s'interroge sur la « nature et fonction du maire en colonie », et le troisième document est une réflexion sur « l'homme voiture en Martinique ».

Disons tout d'abord que Cabort-Masson dénonce bien souvent avec bonheur un certain nombre de travers, pour ne pas dire plus, imposés aux colonisés par le système. A cet égard la troisième partie de la brochure dénonce de manière heureuse la surconsommation automobile tout en cernant avec assez de précision les raisons de cette surconsommation : inexistence d'un quelconque réseau de transport en commun digne de ce nom, soif de profit des concessionnaires des grandes marques automobiles, insistance volontaire sur l'achat de la voiture qui constitue une promotion sociale.

Le deuxième essai sur le rôle de la mairie est une vigoureuse dénonciation des maires en tant qu'agents du système colonial, d'où des formules à l'emporte-pièce, du style : « le territoire municipal n'est rien d'autre qu'une habitation de consommation ». Le maire en est l'économiste ».

Seuls trouvent grâce à ses yeux Césaire et Marie-Jeanne, qu'il ne se prive pourtant pas de critiquer, le premier car il serait le théoricien de la gestion municipale qui a conduit à faire des martiniquais des assistés, le second parce qu'il n'aurait pas de programme politique.

Par ailleurs, il se livre à une critique de l'idéologie de la petite bourgeoisie, divisée en 2 catégories : l'une, assimilationniste dont le prototype est Charron, auteur du rapport sur le sucre, qui a repris à la gauche son programme, l'autre qui regroupe en gros le PPM et la Parole au Peuple, partisans de la théorie du « génocide par substitution ».

Ces deux théories, ont ceci de commun, selon l'auteur, qu'elles sont des théories de l'impuissance et du fatalisme.

Mais l'essentiel du livre ne se trouve pas là : il est dans le plaidoyer constant pour l'unité des martiniquais. Car à l'inverse de nombreux militants nationalistes, Cabort-Masson ne prend pas la peine de cacher sous des phrases « marxistes-léninistes » le fond de ses arguments. Non, il se donne pour ce qu'il est réellement : un partisan de l'indépendance avant toute chose !

C'est ainsi que l'auteur ne prend même pas la peine de s'adresser aux travailleurs, aux couches les plus défavorisées de la population. Non, ces critiques vont essentiellement à l'élite, qui est « assimilationniste » et incapable de jouer un rôle révolutionnaire, car elle aime les grosses voitures et les villas ! Il s'adresse essentiellement à ce milieu-là, pour lui reprocher sa lâcheté, mais il compte tout de même sur lui pour l'avenir : « ils (la France et les békés) gagnent et gagneront tant que les Martiniquais de Charron à Marie-Jeanne resteront unis contre les partisans de la lutte armée de libération nationale... ».



Cabort-Masson

Le nationalisme petit-bourgeois montre bien quelle répartition des tâches il souhaite : aux bourgeois à « patriotes » la production (donc la possession des terres qu'ils ne cultivent pas eux-mêmes, laissant le soin pour cela à quelques ouvriers agricoles sous-payés), et au peuple (ouvriers, petits paysans) de faire barrage pour permettre à ces bourgeois de vendre sans concurrence et donc d'entasser des millions supplémentaires ! Cette conception est donc bien entièrement au service des capitalistes nationaux et non au service des travailleurs.

Les travailleurs ont donc en face d'eux un

monsieur qui n'est pas de leur monde, qui ne s'adresse pas à eux, mais qui défend d'autres intérêts que les leurs. Les voilà donc dument avertis. Et l'existence de tels courants politiques déjà organisés, avec leurs partis, leurs journaux et leurs idéologies ne peut que renforcer la classe ouvrière dans cette conviction qu'il lui faut construire lui aussi son propre

parti. Sinon, demain, les travailleurs seront réduits à produire pour que des Ranlin ou autres puissent continuer à entasser leurs bénéfices dans un marché « national » protégé de la concurrence étrangère.

Jacques BRUEL

## IL Y A UN AN : LA CHUTE DE SOMOZA

Le 19 juillet 1980 aura fait un an que la dictature de Somoza s'écroulait sous la poussée des masses populaires, dirigées par le mouvement nationaliste Sandiniste.

Cela faisait 46 ans que la famille de Somoza régnait par le fer et par le sang au Nicaragua, écrasant la population sous une dictature sanglante, des plus féroces de l'Amérique Latine. Et si la dictature de Somoza avait ainsi pu régner pendant si longtemps, c'est essentiellement parce qu'il bénéficiait du soutien de ses voisins dictateurs de la région, mais surtout de celui des Etats-Unis. L'armée de Somoza était entraînée et soutenue économiquement par l'impérialisme américain. Mais cette protection dont il jouissait n'a pas suffi pour maintenir indéfiniment son régime sanguinaire contre les vagues de mécontentement qui se sont accumulées tout au long des années. Et jusque pendant les derniers mois de sa dictature, Somoza fit preuve d'une cruauté inouïe. Car dans l'espoir de porter un coup décisif à la rébellion il n'hésita pas à faire écraser des villes et des villages par des bombardements. Mais toute cette recrudescence de cruauté

n'était que les soubresauts d'une dictature agonisante et abandonnée y compris par son principal allié : l'impérialisme américain, puisque Somoza était devenu pour lui une planche complètement pourrie. Il ne restait donc au dictateur qu'une solution : fuir aux Etats-Unis pour sauver sa tête.

Aujourd'hui cela fait un an que l'ancien dictateur est parti. Cela fait aussi un an que le mouvement Sandiniste influencé par les idées castristes qui a dirigé la lutte, règne à la tête

de l'Etat Nicaraguayen.

Depuis la chute de la dictature, le peuple de ce pays peut mieux respirer. Il bénéficie de plus de libertés démocratiques et le gouvernement exprime sa volonté d'améliorer ses conditions d'existence. Mais tout ce qu'a pu obtenir le peuple jusqu'à présent, il l'a conquis les armes à la main. Et tout au cours de la lutte qu'il a menée, nous révolutionnaires n'avons pas cessé d'être solidaires de sa lutte. Cependant ce combat pour lequel il a consenti d'énormes sacrifices en vies humaines ne lui a pas permis de transformer radicalement la société dans laquelle il vit de même que l'état mis en place.

Déjà, à peine arrivé au pouvoir, le gouvernement provisoire qui regroupait ceux qui sont actuellement à la tête de l'état, annonçait la couleur en déclarant : « Aujourd'hui, notre ennemi immédiat n'est pas la bourgeoisie nationale... ». En effet les Sandinistes avaient fait de la lutte contre Somoza l'axe essentiel de leur combat. Et dans cette lutte les travailleurs, les paysans pauvres, les chômeurs, enfin toutes les couches exploitées ne devenaient que la force d'appoint des ambitions politiques d'une direction petite bourgeoise, révoltée de ne pas être maître chez elle et d'être privée de toute liberté démocratique. L'état mis en place à la suite de la guérilla est un état qui reste dans le cadre bourgeois même s'il bénéficie d'un consensus populaire. Il ne représente pas les intérêts fondamentaux des travailleurs et n'a rien à voir avec un « Etat Ouvrier ». C'est pour toutes ces raisons que nous soutenons la lutte du peuple de Nicaragua tout en nous démarquant de la direction petite bourgeoise qui la dirige.

## HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE ST-CLAUDE : UN VÉRITABLE SCANDALE !

Dix neuf agents de l'hôpital psychiatrique de St-Claude sont actuellement menacés de licenciement.

L'administration de l'hôpital leur reproche d'avoir refusé de travailler dans des conditions qu'ils estimaient intolérables pour les malades. En effet sous prétexte de rénover le bâtiment C de l'hôpital le 2 juin dernier, les responsables évacuaient dans une voiture réservée à la voirie, 54 malades vers une aile du bâtiment B prévu pour recevoir 38 malades. De plus 44 autres malades étaient « abandonnés » au rez-de-chaussée du pavillon C transformé en véritable chantier et ce pour une durée de 6 mois.

C'est donc pour protester contre de telles atteintes à la dignité des malades mentaux et à la charte des malades que des agents, infirmiers, aide-soignants ASH et surveillants ont refusé de continuer à prodiguer des soins dans de telles conditions.

Face à leur attitude la direction faisait venir un huissier, maître Mayéko qui dressait deux constats pour le moins bizarres et qui allaient permettre à M. Jean Paul Fischer, le directeur, de suspendre plus d'une vingtaine d'agents.

La direction poussa l'absurdité jusqu'à suspendre l'agent Paller alors en congé de maladie, tout simplement parce qu'il était soupçonné de penser comme les autres.

Non content de suspendre les agents concernés, on les a convoqués devant un conseil de discipline présidé par M. Michaux-Chevry, conseiller général.

Les agents refusèrent de se présenter devant ce conseil de discipline qui n'avait pas respecté le délai de huit jours accordé par la loi pour permettre à l'agent d'organiser sa défense. En outre les griefs détaillés reprochés aux agents ne leur avaient pas été communiqués, autre cause de nullité.

Le conseil de discipline fut dans l'impossibilité de statuer et dut être à nouveau convoqué.

Mais là non plus les délais de comparution ne furent pas respectés.

Pour ces mêmes raisons les agents ainsi que les représentants de l'UDIC (Union pour la Défense des Intérêts Communs-syndicat à l'hôpital) refusèrent de participer et de siéger à ce conseil.

C'est donc un conseil de discipline réduit et composé de représentants de l'administration

et de l'UTS qui décida d'abaisser les échelons de tous les agents concernés.

Suite à ce conseil de discipline le directeur invita les agents à reprendre le travail dans les mêmes conditions. Forts de leur bon droit et refusant que les malades mentaux soient ainsi méprisés par une administration composée essentiellement de gens qui se moquent de les soigner, les agents sont plus que jamais déter-

minés à poursuivre leur action. Ils exigent de travailler dans des conditions équitables et satisfaisantes.

Pour toute réponse l'administration de l'hôpital psychiatrique menace de les licencier pour soi-disant abandon de poste. Les agents de l'hôpital psychiatrique méritent le soutien de tous contre une administration méprisante et arrogante.

## LES VRAIES RAISONS DU SCANDALE

A l'origine du problème créé à l'hôpital psychiatrique de St-Claude et à l'occasion duquel le Directeur Jean Paul Fischer veut licencier 19 agents, et qui ont pour certains plus de 30 ans de service, il y a la volonté de l'administration de créer un cinquième secteur de psychiatrie à l'hôpital de St-Claude.

En effet c'est à la suite d'une décision du conseil d'administration de cet établissement, présidé par M. Michaux-Chevry conseiller général du canton St-Claude Gourbeyre de créer un cinquième poste de médecin chef de secteur, ce qui correspond à un cinquième secteur, que les travaux de rénovation du bâtiment C ont été entrepris.

Il faut savoir que en date d'un arrêté de 1972 le Conseil Général de Guadeloupe a officiellement divisé la Guadeloupe en 4 grands secteurs de psychiatrie générale. La décision du conseil d'administration de l'hôpital psychiatrique constitue une violation de cet arrêté.

De plus cette décision va également à l'encon-

tre d'une réponse faite par le ministre de la santé au Sénateur Gergar en 1974 qui recommandait de construire en Grande-Terre des pavillons afin de recevoir les malades de cette région. En conséquence toute rénovation de l'hôpital de St-Claude était subordonnée à la construction de tels pavillons.

Pourquoi certains continuent-ils à faire croire à la population que défendre les emplois des Basses-Terriens et l'économie de la région passe obligatoirement par le maintien des malades mentaux de Grande-Terre à St-Claude ? A qui ferait-on croire que la Grande-Terre devrait continuer à fabriquer des malades pour la défense de l'emploi dans Basse-Terre ?

Et ceux-là mêmes qui aujourd'hui défendent avec acharnement la création du cinquième secteur de psychiatrie à St-Claude n'ont rien entrepris de bien sérieux pour le maintien du port de Basse-Terre et les bananeraies de St-Claude.

## L'U.T.S. DANS LE CAMP DES PATRONS

Dans le conflit qui oppose actuellement 19 agents de l'hôpital psychiatrique à la direction, l'Union des Travailleurs de la Santé (UTS), la branche syndicale de l'UPLG, a carrément pris position pour l'administration de l'hôpital.

En effet les représentants de l'UTS ont accepté de siéger dans les deux conseils de discipline qui ont décidé de la suspension des agents, et ont également voté la suspension.

Alors que par leur action les 19 agents entendent avant tout faire respecter la dignité des malades mentaux par une administration composée essentiellement de médecins blancs qui se moquent éperdument d'eux, voilà que les nationalistes de l'UTS dont tous les dirigeants n'ont à la bouche que la défense de la dignité des Guadeloupéens, prennent fait et cause pour une direction qui affiche ouvertement son mépris à l'égard de malades mentaux et de travailleurs guadeloupéens.

Alors au service de qui se trouve l'UTS ? C'est la question qu'il y a dans de nombreuses bouches à l'hôpital psychiatrique de St-Claude.

# LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN DOMINIQUE

SUITE DE LA PAGE 1



Quoi qu'il en soit, la victoire du Freedom Party, aussi éclatante soit-elle, ne signifie pas pour autant que le peuple de la Dominique restera les bras croisés, quelle que soit la politique menée par le gouvernement. Patrick John, qui annonçait en 1975 qu'il serait au pouvoir 25 ans, en sait quelque chose. Les nombreux mouvements de grève et manifestations politiques qui se sont produits en Dominique au cours des dernières années laissent à penser que les cinq années à venir ne seront pas de tout repos pour le gouvernement d'Eugenia Charles.

## DANS JAKATA :

### Contorsions, pleurnicheries et mensonges de Rosan Mounien.

Rosan Mounien l'un des chefs de file du courant UPLG-UTA cherche à camoufler l'inconsistance de la politique de son mouvement face aux occupations de terres à Capesterre.

Mounien verse des larmes sur lui-même et sur son mouvement, il pleurniche et ment à loisir contre Combat Ouvrier dans le dernier numéro du mensuel représentant les idées de son mouvement, JA KA TA.

Citons quelques passages caractéristiques de JA KA TA interviewant Mounien.

D'abord les pleurnicheries : « L'UTA et l'UPG ont manifesté leur soutien essentiellement par des prises de position publiques. Par ailleurs, toutes les tentatives que nous avons faites par l'intermédiaire des responsables de la région pour contacter les ouvriers occupants se sont heurtées à un mur dressé par les gens de Combat Ouvrier. Ces gens chapeautaient cette action, c'est notoire... Nous ne sommes pas malgré nous parvenus à manifester plus concrètement notre soutien ».

Pauvre Mounien ! Il s'est heurté « à un mur dressé par Combat Ouvrier... ! » Il oublie simplement de dire que son mouvement a refusé de soutenir les occupants en prétextant de la présence de Combat Ouvrier. Pour s'adresser aux travailleurs, les membres de l'UPLG ont eu toutes les facilités pour le faire. C'est ainsi que Rupaïre est venu parler plusieurs fois. Une fois il dit aux travailleurs que ce n'était pas bon pour la Guadeloupe d'occuper des lots de 1 000m<sup>2</sup>... cela ne plut pas aux occupants ! Une autre fois il s'adressa à eux pour leur dire que l'UPLG ne soutiendrait pas tant que Combat Ouvrier serait dans cette action !

Mais le même Mounien se contredit quelques lignes plus loin en affirmant qu'il n'y avait pas de mur en fin de compte :

« Que Combat Ouvrier ait une force démesurée au point d'empêcher l'UTA et l'UPG de soutenir les travailleurs en lutte... Il est évident que non ! Si effectivement l'occupation de Capesterre était capitale pour la lutte du peuple guadeloupéen, nous serions déjà arrivés à faire quelque chose de concret pour les occupants, quitte à utiliser les moyens les plus conséquents ».

Ainsi Mounien avoue que ce n'est pas Combat Ouvrier qui l'a empêché de soutenir, mais le fait qu'il a minimisé la lutte des occupants et n'a donc pas fait quelque chose de plus concret que des bavardages et des calomnies habituelles à son courant.

Mettons encore en lumière contradictions et mensonges de M. Mounien.

Au début de son interview il affirme que : « ...Ce qui est à l'origine des occupations, c'est d'abord le mécontentement des ouvriers agricoles de la SCEFA. Lorsqu'on analyse sous cet angle les occupations de Capesterre, il est évident qu'on y trouve la juste revendication des travailleurs agricoles que la terre appartient à ceux qui la travaillent. Sous ce rapport nous ne pouvons que soutenir une telle action. »

Mais plus loin M. Mounien se contredit et après bien des contorsions bafouille une lamentable explication :

« Mais dans la mesure où les objectifs ne sont pas clairs, où nous ne savons pas exactement ce qu'ils veulent (même si nous comprenons que cela part d'un mécontentement réel) il est difficile de faire tellement plus que ce que nous avons fait. Il y a eu l'attitude de Combat Ouvrier d'accord, mais elle s'est ajoutée à une situation confuse. »

Nous avons cité des passages caractéristiques d'une interview de deux pages de Ja Ka Ta. Ce journal et ceux qui l'inspirent (l'UPLG-UTA-SGEG) ne peut parler de Combat Ouvrier qu'en mentant et en calomniant. Mais un lecteur attentif peut facilement démontrer de tels mensonges. Car même le menteur le plus habile finit toujours par se couper.

Quel est alors le but de tant de mensonges ?

Dans ce long document l'UPLG par la bouche de Mounien essaie vainement de cacher sa déconvenue devant la façon dont s'est déroulée la lutte à Capesterre.

Car l'UPLG-UTA a la prétention d'imposer sa direction et son orientation à tout mouvement social ou politique qui se déroule en Guadeloupe. La lutte de Capesterre a montré l'inanité et la prétention qu'il y a à la base d'une telle conception.

Capesterre a montré qu'un grand mouvement social qui a mobilisé pendant plus de deux mois l'attention et la sympathie des travailleurs, qui a été soutenu par toutes les organisations ouvrières et anti-colonialistes sauf l'UPLG-UTA s'est déroulé sans la direction du courant UPLG. Celui-ci loin de diriger la lutte de Capesterre s'est même attaqué à d'autres occupants de terres à Sainte-Rose même. (affaire Conodor et Castel).

L'UPLG représente d'autres intérêts que ceux des travailleurs et ne peut admettre l'idée que ceux-ci dirigent eux-mêmes leurs luttes. Ce n'est pas Combat Ouvrier qui gêne l'UPLG, c'est bien le fait que l'occupation de Capesterre était dirigée par les travailleurs eux-mêmes et placée sous le contrôle des occupants à chaque instant. M. Mounien lui en tant que syndicaliste UTA contrôle certaines luttes des travailleurs au bénéfice de l'UPLG et en fonction des objectifs politiques de ce courant. Mais ces objectifs ne sont ni discutés ni contrôlés par les travailleurs. La différence avec Combat Ouvrier c'est que la politique de notre courant est soumise en plein vent au contrôle des travailleurs. Nous agissons ouvertement en tant que militants de Combat Ouvrier et non par le biais de telle étiquette de camouflage destinée à tromper les travailleurs. Nous appelons les travailleurs non pas à se placer sous la direction de Combat Ouvrier mais à assumer eux-mêmes la direction de leurs luttes. Et si des militants se trouvent dans cette lutte à leur tête ce n'est que normal. C'est aux travailleurs d'en décider.

La pratique de l'UTA de M. Mounien c'est de faire précisément ce qu'ils croient voir chez nous, à savoir chapeauter les luttes et ne laisser aucune possibilité aux travailleurs d'élever eux-mêmes la direction de ces luttes.

Le fait que les occupants aient dirigé eux-mêmes la lutte de Capesterre n'a permis à aucun parti de prendre la tête du mouvement de façon anti-démocratique pour le contrôler. Et cela fait enrager M. Mounien et ses collègues de l'UPLG. Promettons leur qu'ils auront encore d'autres occasions d'enrager. Car les travailleurs n'admettront pas que des « chefs » qui veulent les confondre dans un même mouvement que les patrons viennent leur imposer leur direction. Et de la même façon que Rupaïre a été littéralement rejeté par les travailleurs de Capesterre, les représentants de l'UPLG UTA auront eux aussi à subir le contrôle et la décision des travailleurs.

M. THORIL

# Quand l'Est et l'Ouest utilisent les jeux olympiques....

SUITE DE LA PAGE 1

si une telle constatation était toujours effectuée, quel que soit le pays concerné. Mais de la part de pays, qui, comme la France ou l'Allemagne ont trouvé tout naturel de jouer la coupe du monde de football, il y a deux ans, en Argentine, dans des stades près desquels des milliers de personnes étaient torturées et assassinées, un tel souci des « droits de l'homme » ne peut paraître que suspect.

En définitive, il y a suffisamment de pays qui ont participé aux Jeux pour que ceux-ci se déroulent, mais l'absence de certains grands pays se fait à tout moment sentir. Cette situation mi-chèvre, mi-chou permet à la fois aux bureaucrates soviétiques et aux Américains de crier victoire, tandis que les partisans de « l'idéal olympique » se perdent en lamentations.

En fait, par delà le sport, depuis leur remise sur pied en 1896, les jeux olympiques, ne serait-ce que par leur caractère d'affrontement entre nations qui favorise le déchaînement des passions chauvines, ont toujours un caractère politique. Et il fallait toute l'hypocrisie des gouvernants et de la presse aux ordres pour tenter de le cacher. De nombreux faits, hautement politiques, ont eu lieu au cours d'olympiades précédentes : ainsi Hitler refusant de serrer la main du noir américain Jesse Owens, pourtant 4 fois champion olympique et faisant des Jeux de 1936 un tremplin pour la propagande nazie. Tous les états avaient alors participé à ces jeux, tout comme à ceux de Mexico, qui s'ouvrirent juste après le massacre par l'armée de dizaines d'étudiants mexicains.

Mais lorsque les exploités, eux, cherchent à utiliser les Jeux pour protester contre la situation qui leur est faite, on assiste alors à un tollé de protestations de la part des gouvernements bourgeois et officiels. Ce fut le cas notamment à Mexico en 1968 lorsque Smith et Carlos ont levé le poing du Black Power pour protester contre le racisme et la domination des Blancs.

Aujourd'hui, on découvre soi-disant que la politique et le sport sont liés. Ce n'est qu'hypocrisie de la part des hommes politiques occidentaux, qui trouvent là une excellente occasion de s'en prendre à l'URSS. Il faut dire aussi haut et clair, que les bureaucrates soviétiques méritent bien d'être dénoncés, et en ce sens les articles des journaux tels que l'Étincelle ou Justice, qui ne voient là qu'un complot impérialiste, trouvent un moyen commode d'esquiver le problème. Car les crimes des impérialistes, leurs mensonges, ne sauraient justifier pour autant ceux des dirigeants soviétiques, particulièrement en Afghanistan et contre les travailleurs soviétiques eux-mêmes. Et si dans la bouche d'un Carter ou d'un Giscard, la dénonciation de tels faits n'est qu'hypocrisie, nous pensons que les athlètes, qui ne sont pas de simples numéros, ont le droit d'exprimer leur opinion et de protester contre la politique néfaste de la bureaucratie du Kremlin.

Nul ne peut dire aujourd'hui si les Jeux de Moscou continueront de se dérouler sans problème. Mais quelle qu'en soit l'issue, ils auront en un sens contribué à lever l'hypocrisie qui recouvre la prétendue « neutralité » du sport.

## PAUL DIJOU

SUITE DE LA PAGE 1

Nous ne remonterons pas loin : seulement au mois dernier, à Marie-Galante : « élections libres » avec des dizaines de gardes mobiles en armes devant les bureaux de vote, « élections libres » avec l'arrestation arbitraire des militants du candidat opposé à celui du pouvoir colonial, élections libres se terminant sur un début d'insurrection populaire.

Quant à la libre expression des idées, ce sont les militants indépendantistes guyanais qui pourront témoigner des mensonges hypocrites de Dijoud : quinze viennent d'être arrêtés, quatre transférés en prison à Paris, précisément parce qu'ils ont des idées sur l'avenir de la Guyane, des idées, mais des idées qui gênent le pouvoir.

« La radio télévision est libre » nous dit Dijoud, mais pour ajouter d'emblée : « il est possible qu'on ne fasse pas de faveur particulière à ceux qui veulent encourager le séparatisme, car ils peuvent choquer la majorité par leurs propos et provoquer le désordre » ; en un mot : intervenez librement à condition que cela ne gêne pas le pouvoir, ne dites que ce que les gens du pouvoir peuvent entendre... Voilà la démocratie de Dijoud-le-réformateur-de-l'outremer. Et lui de continuer à dissenter sur notre culture, en décrétant bien gravement : « tout le monde ne descend pas des gaulois », allons donc, quelle hardiesse de pensée !

Hardiesse aussi dans le geste, car nous dit Dijoud « je labore en profondeur », « la masse de la population est parfois surprise par les opérations en profondeur que nous lançons ». Sans doute ces opérations sont-elles trop profondes pour être visibles...

Le seul moment de l'interview où Dijoud se montra quelque peu réaliste fut lorsqu'il déclara « ma mission ne consiste pas à se faire aimer... ». Et bien, fort heureusement pour lui car sur ce plan là, nous en sommes sûr, l'attendraient de bien grandes déconvenues !

## AMIS LECTEURS ARRET DE LA PARUTION AU MOIS D'AOUT

Notre journal ne paraîtra pas avec sa fréquence normale durant le mois d'août. Il reparaitra au début de septembre.

Mais nos lecteurs pourront tout au long du mois d'août rencontrer les militants de Combat Ouvrier dans les communes, sur les plages, sur les routes, etc.

Nous les invitons à venir nombreux nous rencontrer et discuter avec nous.

## COMBAT OUVRIER, SUR LES ROUTES, SUR LES PLAGES ET DANS LES FÊTES DE COMMUNE

Durant toute cette période dite de « vacances » les militants et sympathisants de Combat Ouvrier seront présents dans les communes pour faire connaître leurs activités, leurs buts et leurs aspirations.

En particulier, comme c'est la période des fêtes, fêtes de plages, de communes, de hameaux ou de sections, Combat Ouvrier tachera d'être présent là où les travailleurs se rassembleront.

Ceux qui viennent à ces fêtes pourront profiter de l'occasion pour prendre contact avec nous.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728